



Guerre de 1939-1945. Archives du Réseau du Souvenir

Répertoire numérique détaillé (72AJ/2141-72AJ/2170)

Par Patricia Gillet

Archives nationales (France)
Pierrefitte-sur-Seine
1996

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_027949

Cet instrument de recherche a été encodé en 2012 par l'entreprise Numen dans le cadre du chantier de dématérialisation des instruments de recherche des Archives nationales sur la base d'une DTD conforme à la DTD EAD (encoded archival description) et créée par le service de dématérialisation des instruments de recherche des Archives nationales.

INTRODUCTION

Référence

72AJ/2141-72AJ/2170

Niveau de description

fonds

Intitulé

Archives du Réseau du Souvenir

Date(s) extrême(s)

1950-1992

Localisation physique

Pierrefitte-sur-Seine

DESCRIPTION

Présentation du contenu

Le Réseau du Souvenir, *Historia Testis* (historique du Réseau, par le général Pierre Saint-Macary)

Le Réseau du Souvenir est né d'une double intuition de Paul Arrighi : créer une structure exclusivement vouée au souvenir des déportés, disparus, morts pour la liberté ; articuler cette structure comme un réseau, sur le modèle des réseaux de résistants, voués au renseignement ou à l'action entre 1940 et 1944.

Défini par son but, le Réseau s'étend de proche en proche par parrainage à partir d'un noyau initial comprenant Paul Arrighi, avocat à la Cour, dirigeant du mouvement "Ceux de la Résistance", déporté à Mauthausen (Melk et Ebensee), le RP Michel Riquet, figure emblématique de la Résistance et de la Déportation (Mauthausen et Dachau), et aussi Mmes Christian Lazard et Robert Aylé, le professeur Gilbert Dreyfus, MM. Maurice Azoulay, Henri Michel, Jean Cassou, qui appartiendront au premier conseil d'administration.

En quelques mois le cercle des fondateurs s'élargit et, dès la fin de 1953, le Réseau compte 789 membres ; des groupes s'ébauchent en province : Charente, Ille-et-Vilaine, Rhône, Var, Haute-Garonne, Maine-et-Loire, Finistère et Île-de-France.

À la suite de la première assemblée générale, le 1er décembre 1953, un bureau est élu qui devient la cheville ouvrière d'une action durable.

Il comprend : Paul Arrighi, président ; Annette Christian Lazard, le RP Riquet, M. Azoulay, vice-présidents ; Henri Michel (puis Max Gonfreville à partir de 1956), secrétaire général ; Germaine Aylé, secrétaire générale adjointe ; J. Bochory, trésorier.

Les actions s'articulent initialement autour de quatre commissions, qui lancent des études, multiplient les consultations et élaborent des projets :

- une commission historique (Julien Cain, Henri Michel, Germaine Tillion, Olga Wormser),
- une commission artistique (Jean Cassou, M. Chausson, R. Schmitt),
- une commission spirituelle (RP Riquet, Pasteur Westphal, Rabbin Bauer, Edmond Michelet, J. Stourdzé),
- une commission de presse et de propagande (Annette Christian Lazard, R. Denoyer).

Dès 1954-1955, plusieurs de ces projets prennent corps :

- la promulgation de la loi créant la Journée nationale du Souvenir de la Déportation (19 avril 1954),
- la publication du recueil *La Tragédie de la Déportation*, établi par Olga Wormser et Henri Michel (juillet 1954),
- la sortie du film *Nuit et Brouillard*, d'Alain Resnais (prix Jean Vigo 1955), avec un commentaire de Jean Cayrol,

- la soirée d'hommage de l'intelligence française à la Déportation, le 22 avril 1955 à la Sorbonne,
- la Veillée du Souvenir, le 30 novembre 1955 au Palais de Chaillot, avec la première audition du *Château de Feu* de Darius Milhaud sur un poème de M. Laffont.

Dans le même temps, en province, de nombreuses manifestations (expositions, conférences et célébrations) sont organisées, notamment à Rennes (1957), à Lyon (1957), ou à Auxerre (1959).

Dès 1952-1953, ce qui va devenir le grand projet du Réseau est déjà présent : selon la formule de Jean Cassou, l'association se donne pour tâche de "transformer le souvenir en monument, la mémoire en mémorial".

En juin 1954, le Conseil municipal de Paris est saisi, car il ne peut s'agir de marquer un témoignage national ailleurs que dans la capitale.

De 1954 à 1956, de longues et difficiles négociations sont menées sans relâche par le préfet Richard Pouzet, lui-même ancien déporté, en appui de Georges-Henri Pingusson à qui a été confiée la conception d'ensemble puis l'exécution de l'ouvrage. Le site de la pointe de la Cité est retenu en 1956 seulement ; il impose de nombreuses contraintes techniques, esthétiques et, peut-on dire, historiques. Paul Arrighi peut enfin écrire : "Ainsi naîtra bientôt à la proue de la double galère que Péguy a chantée, la Crypte du Souvenir".

Restait à construire et d'abord à financer. Les ressources de l'association, de ses membres actifs et bienfaiteurs, ne sont pas à la mesure des besoins, elles couvrent à peine un cinquième de la somme requise. Et si fin 1958, fort de l'approbation explicite du général de Gaulle lui-même ("Je forme les meilleurs vœux pour la réalisation de votre projet"), le président est toujours optimiste, la route sera encore longue.

Il faut modifier les statuts pour obtenir la reconnaissance d'utilité publique (acquise le 5 septembre 1960), puis mettre sur pied un "Comité national pour l'édification du monument", comité habilité à lancer une souscription nationale (décembre 1961-janvier 1962).

Si le comité est un véritable *Who's who* de l'année 1960, le comité exécutif, désigné par le même arrêté, est en fait le bureau du Réseau auquel se joignent trois personnalités du ministère des Anciens combattants et des Victimes de guerre.

Au total, la collecte de fonds a rapporté 580 000 francs, dont, détail touchant, 210 000 auront été collectés par les enfants des écoles, les collégiens et les lycéens de la France entière ; 50 000 francs viennent des Français de l'étranger. Les travaux engagés en août 1960 sont rondement menés et moins de deux ans plus tard, c'est l'inauguration, le 12 avril 1962. Le général de Gaulle en personne préside la cérémonie, d'une sobriété absolue, sans discours, dans le silence, sur le parvis puis dans la crypte elle-même où tous découvrent le chef d'œuvre de Georges-Henri Pingusson. "Ils allèrent au bout de la terre et ils ne sont pas revenus", la phrase naïve d'un enfant donne son sens au monument et à la cérémonie.

Le "grand-œuvre" de l'association était-il accompli dès 1962 ?

Pas complètement puisque, à peu près au même moment, le Réseau du Souvenir et la Fédération nationale des déportés et internés de la Résistance (FNDIR) se joignent à l'initiative prise auparavant par la Confédération nationale des Combattants de la Résistance d'André Jarrot et Henri Bailly : l'organisation dans les lycées et les collèges, à l'image du Concours général, d'un concours de la Résistance et de la Déportation.

Grâce à la compréhension de Lucien Paye initialement, puis des autres ministres de l'Éducation nationale, le concours est officialisé en 1961, codifié en 1977, puis en 1987 et 1991. Au niveau départemental et au niveau national, il a maintenant trente ans de vie et de succès, avec 44 000 participants en 1992.

En mars 1970, Paul Arrighi décide de s'effacer et le RP Riquet lui succède pour "maintenir" le Réseau.

Tout n'est pas fait mais les tâches seront moins exaltantes : combats incessants pour le titre de déporté sans cesse menacé de banalisation par les STO ; procès aux profanateurs, à la maison de disques de ceux-ci, aux négateurs du fait concentrationnaire qui peu à peu conquièrent une douteuse audience.

L'achèvement de la crypte, sa remise à l'État décidée en 1964, son gardiennage, sa mise en valeur par des brochures en trois langues donnent encore bien des soucis. Devenu nécropole, le mémorial est donc placé sous l'entière

responsabilité du ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre (NB : c'est en 1992 qu'a été définitivement réglée l'affectation au ministère des Anciens combattants du domaine appartenant à l'État). Mais l'équipement de la galerie supérieure, grâce à l'action en 1974 du colonel Debord qui succède à Max Gonfreville, secrétaire général, décédé, même après son inauguration par le président Giscard d'Estaing et son épouse (fille d'un déporté de Mauthausen), ne marque pas la fin de l'entreprise. Des questions de sécurité rendant la visite de la crypte limitée pour ne pas dire confidentielle, des travaux menés de 1984 à 1990 ont amélioré la situation (issues de secours), mais il reste à définir le parti muséographique et à l'exécuter. Par ailleurs, les barrages d'écrêtement des crues de la Seine n'ayant pas été exécutés selon les assurances données en 1960, la vulnérabilité aux inondations demeure.

Dans ces incessantes escarmouches, le Réseau a fait face, mais il faut bien constater, sans porter de jugement, que petit à petit il s'étirole (en 1981 il n'a plus que 350 cotisants fidèles) : non par désaffection pour les missions qu'il s'était fixées, mais par "attrition", litote convenue pour nommer la longue suite des décès qui frappent les animateurs, les bienfaiteurs, les correspondants provinciaux, les responsables d'administration bienveillants, les hautes personnalités qui formaient un réseau d'influence jamais en défaut.

Il est tout de même une bataille perdue qu'il faut signaler : le musée national de la Résistance et de la Déportation. Les bulletins en font état depuis l'origine, proposent des formules, esquissent même des "dates-objectifs" : 1955, 1975, 1985 ou le troisième millénaire.

En 1981, le RP Riquet fait admettre au conseil d'administration puis au bureau deux "jeunes" (nés en 1920) vice-présidents, mais la relance n'aura pas lieu. Même si un nouveau bureau est mis en place en 1983, même si près de 200 personnes participent à une dernière assemblée générale ordinaire en 1984.

Ce n'est ni incapacité, ni indifférence. Les animateurs potentiels sont déjà impliqués dans d'autres structures, nationales ou locales, et surtout ils ont conscience que le relais a été pris par d'autres voies. Essentiellement par la puissance publique : la mission pour la mémoire historique du ministère des Anciens combattants et Victimes de guerre agit en profondeur et avec opiniâtreté depuis 1982 ; le ministère de l'Éducation nationale, on l'a déjà écrit, a donné au concours de la Résistance et de la Déportation une forme réglementaire définitive qui assure sa durée.

Enfin, créées à peu près simultanément fin 1990, la Fondation pour la Mémoire de la Déportation et la Fondation de la Résistance sortent progressivement des limbes (1991-1993) ; le RP Riquet, président d'honneur, et le bureau prennent acte de ce que les buts du Réseau sont repris par des structures assurées de la pérennité que ne peut avoir une association. Une assemblée générale extraordinaire est convoquée, 90 personnes y participent directement ou par délégation, la dissolution prévue dans les statuts est décidée le 14 janvier 1993. La dévolution des actifs de l'association est prévue au bénéfice de la Fondation de la Résistance. La liquidation est lancée, les archives, triées et alloties, sont déposées aux Archives nationales en juillet 1993.

Voilà rapidement tracée la chronique d'une initiative généreuse et intelligente, conduite par des personnalités d'exception et qui est allée au bout de ses projets majeurs : une loi, un concours, un mémorial de qualité exceptionnelle dans un des hauts lieux de la capitale.

D'autres idées, d'autres projets n'ont pu se concrétiser, l'esprit d'entreprise et le dévouement n'ont pas failli, mais l'usure du temps, la légitime fatigue des hommes et des femmes, l'indifférence de beaucoup d'autres et la lassitude qui naît des tâches toujours recommencées en ont empêché l'aboutissement. Il reste à faire, d'autres le feront. Souhaitons-le.

Un dernier vœu à formuler : que chaque année, quand la marche silencieuse de la Journée de la Déportation, partie de la rue Geoffroy l'Asnier arrivera à la Pointe de la Cité, il se trouve un participant, au moins, pour se souvenir... du Réseau du Souvenir.

Général Pierre Saint-Macary, président du Réseau du Souvenir de 1984 à 1996 (décret approuvant la dissolution de l'association)

Répertoire numérique détaillé (72AJ/2141-72AJ/2170)

72AJ/2141

Projets et démarches pour la création du Réseau, élaboration et évolution des statuts

1950-1989

Notes et projets divers, comptes rendus de réunions et d'entretiens, correspondance, listes de personnes à contacter, récépissés de déclaration d'association, texte des statuts et registre destiné à la transcription des modifications ultérieures, notice et prospectus sur le Réseau.

Comité d'honneur

1952-1969

Listes des membres et correspondance.

72AJ/2141-72AJ/2146

Adhérents

72AJ/2141

Listes diverses et répartition partielle par profession

1955-1984 et sans date

72AJ/2142

Bulletins d'adhésion

1952-1981 et 1984

72AJ/2143

Fichier des adhérents décédés

72AJ/2144

Fichier des radiations et démissions (A-K)

Les radiations sont prononcées pour adresse inconnue ou cotisation impayée depuis six ans.

72AJ/2145

Fichier des radiations et démissions (L-Z) – Fichier des retards de cotisations

72AJ/2146

Fichier complémentaire, non tenu à jour

Fichier central à l'origine semble-t-il, abandonné par la suite.

72AJ/2147-72AJ/2148

Conseils d'administration et assemblées générales

72AJ/2147

Dossier 1

Conseils d'administration : listes des membres, correspondance, ordres du jour de réunions, comptes rendus des réunions des 17 octobre 1958, 12 janvier 1959 et 17 octobre 1974 et extraits des procès-verbaux des réunions du 20 février 1975 et du 8 mars 1984 modifiant la composition du bureau du Réseau du Souvenir (1952-1984).

Assemblées générales : ordres du jour, notes, bilans divers, correspondance et procès-verbaux (1953-1965).

72AJ/2148

Dossier 2

1966-1985

Assemblées générales (suite).

72AJ/2148

Gestion courante du Réseau

Carnets d'adresses, répertoire des archives et du mobilier et note de la secrétaire générale adjointe Germaine Aylé sur l'organisation de son travail annuel (s.d.).

72AJ/2149-72AJ/2152

Comptabilité

Voir aussi 72AJ/2166 (comptabilité du mémorial).

72AJ/2149

Généralités

1952-1987

Rapports annuels du trésorier (1952-1987) ; tableaux récapitulatifs (1974-1987) ; notes, tableaux divers et correspondance (1957-1975 et 1985-1987) ; relevés des cotisations, dons et abonnements annuels (1959-1975).

72AJ/2150-72AJ/2152

Relevés des recettes et dépenses

1952-1991

72AJ/2150

1952-1962

72AJ/2151

1963-1969

72AJ/2152

1970-1991

72AJ/2153-72AJ/2155

Correspondance

72AJ/2153-72AJ/2154

Correspondance générale

1952-1992

72AJ/2153

1952-1957

72AJ/2154

1958-1992

72AJ/2155

Secrétaire général, personnalités et délégués départementaux

1952-1975

Correspondance du secrétaire général Max Gouffroy (1952-1974).

Correspondance échangée avec certaines personnalités ou délégués départementaux : Ernest Bebin (Charente, 1956-1965), Henriette Bouchet (Charente-Maritime, 1953-1959), bâtonnier Pierre Chaplet (Ille-et-Vilaine, 1952-1959, *voir aussi 72AJ/2141, comité d'honneur et 72AJ/2157, exposition de Rennes*), Maria Crehin (Ille-et-Vilaine, 1953-1961), Michel Leclerc (Loire-Atlantique, 1956-1965), Jean Marot (Yonne, 1953-1963, *voir aussi 72AJ/2141, comité d'honneur et 72AJ/2157, exposition d'Auxerre*), Bernadette Warocquier (Pas-de-Calais, 1955-1962).

Relations avec les associations d'anciens résistants et déportés (1953-1975).

72AJ/2156-72AJ/2160

Travaux des commissions

72AJ/2156-72AJ/2157

Commission artistique

Voir aussi 72AJ/2161-72AJ/2167 (construction du mémorial des martyrs de la déportation).

72AJ/2156

Généralités – Aménagement du mont Valérien – Émission d'un timbre – "Veillée du Souvenir"

Généralités : listes des membres de la commission, comptes rendus de réunions, notes, correspondance, listes d'artistes, comptes rendus de visites, articles de presse, documentation et photographies, notamment d'oeuvres consacrées à la résistance et à la déportation (1951-1962).

Aménagement du mont Valérien : correspondance et notes (1951-1958).

Émission d'un timbre à l'occasion du dixième anniversaire de la libération des camps de déportés : correspondance (1953-1955).

"Veillée du Souvenir" au palais de Chaillot le 30 novembre 1955 et première audition de la cantate de Darius Milhaud, *Le Château du feu* : programme imprimé, affiche, prospectus, correspondance et pièces comptables (1955-1956).

72AJ/2157

Expositions réalisées sous l'égide du Réseau – Participation du Réseau à diverses expositions, manifestations, constructions de mémoriaux et relations entretenues avec certains musées

1950-1974

Exposition "Résistance-Déportation" au musée des Beaux-Arts de Rennes (mai 1957) : correspondance (*voir aussi 72 AJ/2141 et 72AJ/2155, correspondance du bâtonnier Pierre Chaplet*), textes de poèmes sur la déportation, plaquette réalisée à l'occasion de l'exposition, texte de l'allocution de Louis Martin-Chauffier et articles de presse (1956-1957).

Exposition au théâtre municipal d'Auxerre (juillet 1959) : affiche de l'exposition, correspondance (*voir aussi 72AJ/2141 et 72AJ/2155, correspondance de Jean Marot*), liste des oeuvres exposées, programme du concert donné dans la cathédrale d'Auxerre, articles de presse et pièces comptables (1959).

Participation du Réseau à diverses expositions, manifestations, constructions de mémoriaux et relations entretenues avec certains musées : correspondance (1950-1974).

72AJ/2158-72AJ/2159

Commission historique

72AJ/2158

Généralités – Concours national de la Résistance et de la Déportation – Prix d'histoire du concours général

1951-1988

Généralités : notes, rapports, correspondance et documentation concernant notamment les travaux du Comité d'histoire de la guerre puis du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale dans le domaine de la déportation (1951-1966) ; photographies prises à la libération des camps (s.d.) ; dossier relatif au sort des archives du Service international de recherches d'Arolsen (1952-1956).

Concours national de la Résistance et de la Déportation : correspondance, cartons d'invitation et états de frais (1959-1966, 1977, 1985 et 1988).

Prix d'histoire du concours général : correspondance et dédicaces faites aux lauréats (1962-1980).

72AJ/2159

Publication de Tragédie de la déportation

Henri Michel et Olga Wormser, *Tragédie de la déportation. 1940-1945*, Paris, Hachette, 1954.

Prospectus de l'ouvrage, listes des auteurs cités dans l'anthologie, correspondance, pièces comptables et articles de presse (1953-1967).

72AJ/2160

Commission de presse et de propagande

Généralités : listes de personnes à contacter, notes, correspondance, comptes rendus de visites, rapports présentés par la vice-présidente Annette Christian-Lazard aux assemblées générales du Réseau, allocutions, communiqués, articles de presse et texte du commentaire de Jean Cayrol pour le film *Nuit et Brouillard* (1951-1961 et 1975).

Action du Réseau du Souvenir aux États-Unis et au Canada : correspondance, notamment celle échangée avec les déléguées de l'ADIR à New York, Caroline Ferriday et Colette Combemale, programmes de manifestations pour la journée du Souvenir, articles et appels parus dans le journal *France-Amérique* (1955-1967 et 1970).

Commission spirituelle

Généralités : listes de prêtres déportés et de personnalités religieuses à visiter, correspondance et comptes rendus d'entretiens (1951-1954).

Institution d'une journée nationale de la déportation : correspondance, proposition de loi et texte de la loi du 14 avril 1954 "consacrant le dernier dimanche d'avril au souvenir des victimes de la déportation et morts dans les camps de concentration du IIIe Reich au cours de la guerre 1939-1945" (1953-1954).

72AJ/2161-72AJ/2167

Construction du mémorial des martyrs de la déportation

Dit aussi "Crypte du Souvenir", situé à la pointe de l'île de la Cité.

72AJ/2161

Lancement du projet et démarches officielles

1953-1961

Correspondance, notes, rapports, listes de personnalités concernées par le projet, comptes rendus de réunions et d'entretiens, articles de presse, documentation sur d'autres monuments commémoratifs, et notamment photographies de lanternes des morts.

72AJ/2162

Ouverture d'une souscription nationale

Démarches auprès du ministère des Anciens combattants : compte rendu de réunion, notes, correspondance et texte du décret autorisant l'ouverture d'une souscription nationale pour l'édification de la crypte (1958-1961).

Constitution d'un Comité national : correspondance et liste des membres (1960-1961).

Lancement de la souscription, dons et subventions : texte de l'appel à souscription et articles de presse s'en faisant l'écho, circulaire du ministère de l'Éducation nationale, correspondance, remerciements et tableaux récapitulatifs des versements (1957-1963). *Voir aussi 72AJ/2166 (comptabilité).*

72AJ/2163

Fichier des donateurs I

Personnalités, institutions, collectivités territoriales, associations et divers ; particuliers (A-F).

72AJ/2164

Fichier des donateurs II

Particuliers (G-Z).

72AJ/2165

Dossier de l'architecte Georges-Henri Pingusson :

1953-1979

Correspondance (*voir aussi 72AJ/2166, relations avec les entreprises*), notes, article de presse, plans, croquis et photographies.

72AJ/2166

Relations avec les entreprises – Comptabilité – Inauguration du mémorial

1958-1985

Relations avec les entreprises chargées de la construction et de l'aménagement du mémorial : correspondance, devis, marchés, mémoires, procès-verbaux des rendez-vous de chantier et notes (1960-1973).

Comptabilité : tableaux récapitulatifs des dons et versements effectués pour l'édification du mémorial, états de dépenses, bilans de trésorerie, notes et correspondance (1958-1985).

Inauguration du mémorial le 12 avril 1962 : correspondance, listes des invités, photographies de la mise au tombeau du déporté inconnu et de l'inauguration et articles de presse (1962).

72AJ/2167

Entretien et exploitation du mémorial

1956-1992

Généralités : correspondance, notes concernant notamment les cérémonies et visites organisées au mémorial, le gardiennage, l'aménagement des abords du monument, les problèmes de sécurité et articles de presse (1961-1992).

Donation du mémorial à l'État : correspondance (1956-1970).

Édition d'une brochure : notes, correspondance, photographies, exemplaires français, anglais et allemands de la brochure et tableaux récapitulatifs annuels des ventes, donnant aussi, le plus souvent, le nombre de visiteurs du mémorial (1960-1989).

Travaux ultérieurs : correspondance, notes, rapports, plans, documents techniques et photographies. 1973-1992. *Voir aussi 72AJ/2165 (dossier Pingusson).*

72AJ/2168

Autres activités du Réseau

1950-1987

Défense du titre de déporté dans le débat sur le statut des requis du Service du travail obligatoire (STO) : correspondance, notes, textes législatifs, pièces de procédure, motions et appels et articles de presse (1950-1958, 1982 et 1984-1987).

Prises de positions et protestations diverses : correspondance, motions et articles de presse (1958-1968 et 1986-1987).

72AJ/2168

Bulletins

1953-1983

Collection complète du bulletin, numéros 1 à 31 (juin 1953-février 1983) ; textes préparatoires des numéros 27 et 30 (décembre 1975 et décembre 1978) ; carnets de diffusion (s.d.).

72AJ/2170

Papiers personnels de membres du Réseau

1945-1968

Bâtonnier Paul Arrighi, président : texte d'une communication présentée devant l'Académie des Sciences morales et politiques sur "la vie privée et les droits de l'information" (1968).

Germaine Aylé, secrétaire générale adjointe : notes et correspondance relatives notamment à l'action sociale menée par Germaine Aylé et Annette Christian-Lazard au bénéfice d'anciens déportés, relevé de cotisations versées à l'Association des déportés, internés et familles de disparus (ADIF) d'Île-de-France, prospectus du Mouvement d'aide au logement (1945, 1950-1959 et s.d.), notes, rapports, correspondance et documentation imprimée sur la déportation et les pèlerinages (1949-1951 et s.d.).

Annette Christian-Lazard, vice-présidente : pièces diverses concernant Jacques-Henri-Christian Lazard, son époux, décédé à Auschwitz en juillet 1943, en particulier le récit de ses trois premiers mois de détention à Drancy puis Pithiviers-Beaune-la-Rolande, de juillet à octobre 1942 (1951-1953 et s.d.) ; correspondance (1945, 1952-1953).